



Le point en bref

AUTOMNE 2025

Protéger notre pouvoir d'achat et notre économie

Alors que le Québec est toujours confronté aux défis découlant du contexte économique mondial incertain et des relations commerciales tendues avec les États-Unis, le gouvernement doit faire preuve de prudence et effectuer des choix responsables.

Le choix que nous faisons dans cette mise à jour, c'est de protéger le pouvoir d'achat des Québécois, qui doivent composer au quotidien avec une hausse significative du coût de la vie, mais également de soutenir les entreprises qui subissent les impacts majeurs des barrières tarifaires et des changements qui sont en train de transformer notre économie.

Concrètement, nous remettons 1,8 milliard de dollars dans le portefeuille des Québécois en réduisant leurs cotisations sociales, et nous agissons pour assurer le bien-être de personnes plus vulnérables. Ces choix s'inscrivent dans la continuité de notre travail depuis 2018 et permettront de redonner près de 7,0 milliards de dollars aux Québécois en 2026-2027, ce qui représente en moyenne 952 \$ par particulier.

Nous posons aussi des gestes, à hauteur de 2,5 milliards de dollars, pour accroître la résilience économique de nos entreprises, réaliser le plein potentiel de nos régions et soutenir les secteurs économiques touchés par les tarifs, comme la forêt.

Toutes ces initiatives sont ancrées dans une vision à long terme des finances publiques et de l'économie. Encouragés par l'amélioration que nous constatons grâce à notre gestion disciplinée, nous poursuivons ainsi le chemin vers l'équilibre budgétaire d'ici 2029-2030 et continuons le travail pour réduire le poids de la dette.

Avec cette mise à jour économique, nous protégeons la situation financière des citoyens, des entreprises et du Québec. En cette période de turbulences économiques majeures, nous prenons nos responsabilités pour que le Québec demeure résilient et confiant.

Eric Girard
Ministre des Finances

Plus de 8,3 G\$ sur cinq ans pour protéger notre pouvoir d'achat et notre économie

5,9 G\$ pour les particuliers

2,5 G\$ pour les entreprises



Près de 5,9 G\$ d'ici cinq ans pour soulager le portefeuille des Québécois

- Réduire les cotisations sociales des travailleurs (1,8 G\$)
- Indexer le régime fiscal et les prestations d'assistance sociale (4,1 G\$)
- Assurer le bien-être de personnes plus vulnérables (59 M\$)

Globalement, ces mesures représentent des gains annuels pouvant atteindre :



245 \$

pour un travailleur
vivant seul ayant
un revenu de
travail de 50 000 \$



440 \$

pour un couple ayant deux
enfants de moins de quatre ans
et où chacun des conjoints a un
revenu de travail de 50 000 \$

2,5 G\$ pour accroître la résilience économique du Québec

- Stimuler l'investissement des entreprises
- Réduire les cotisations sociales des employeurs
- Favoriser le développement économique des régions
- Créer des chaires de recherche dans des domaines stratégiques

Remettre 5,9 G\$ dans le portefeuille des Québécois

Réduire les cotisations sociales des travailleurs

- Baisse de 0,20 point de pourcentage du taux de cotisation au Régime de rentes du Québec (RRQ) dès le 1^{er} janvier 2026
 - Répartie également entre les employeurs et les travailleurs
- Baisse de 13 % des taux de cotisation au Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) dès le 1^{er} janvier 2026
- Économie totale de 378 M\$ pour les travailleurs en 2026 :
 - Jusqu'à 137 \$ pour un employé
 - Jusqu'à 259 \$ pour un travailleur autonome



Indexer le régime fiscal au bénéfice de tous les Québécois (2,05 % dès le 1^{er} janvier 2026)

- Économie totalisant 4,1 G\$ sur cinq ans pour environ 5,2 millions de ménages
- Gain de 931 M\$ en 2026



La réduction des taux de cotisation et l'indexation du régime fiscal représentent un gain moyen de 182 \$ par particulier en 2026-2027

59 M\$ pour assurer le bien-être de personnes plus vulnérables

- Rehausser le financement du Programme d'adaptation de domicile et du programme RénoRégion
- Renforcer l'aide d'urgence en itinérance
- Bonifier les pratiques mixtes d'interventions psychosociales



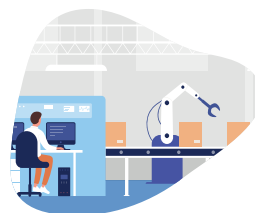
Le gouvernement annule la hausse du taux d'inclusion des gains en capital, suivant la décision du gouvernement fédéral à cet égard

Un gain de plus de 2 G\$ sur cinq ans pour les citoyens et les entreprises

2,5 G\$ pour accroître la résilience économique du Québec

Stimuler l'investissement des entreprises

- Bonifier les mesures d'amortissement accéléré de façon coordonnée avec le gouvernement fédéral



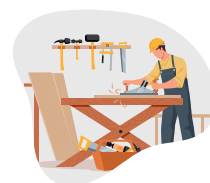
Réduire les cotisations sociales des employeurs

- Réduire les taux de cotisation obligatoire au RRQ et au RQAP à compter du 1^{er} janvier 2026
- Économie de 421 M\$ pour environ 280 000 employeurs en 2026

Globalement, les récentes mesures annoncées par le gouvernement permettront de réduire le fardeau fiscal des entreprises de 5,7 milliards de dollars d'ici 2029-2030

Favoriser le développement économique des régions

- Appuyer les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de la pêche
 - Offrir aux entreprises un congé de cotisation de deux ans au Fonds des services de santé
 - Soutenir la compétitivité du secteur agricole
 - Prolonger le mécanisme de ristournes à impôt différé pour soutenir les coopératives agricoles
 - Prolonger le mécanisme d'étalement du revenu pour les producteurs forestiers
- Prolonger le crédit d'impôt pour la Gaspésie et certaines régions maritimes du Québec
- Renouveler le financement accordé au Réseau accès PME

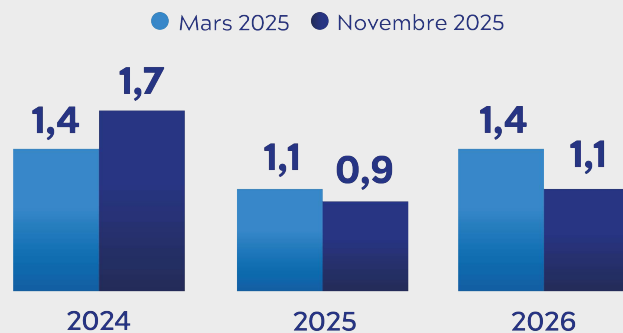


Pour appuyer sa nouvelle vision économique, le gouvernement présentera un projet de loi visant à accélérer l'autorisation des projets d'envergure nationale dans le but d'en faciliter la réalisation

L'économie québécoise est bien positionnée grâce à sa résilience

La progression de l'activité économique se poursuit malgré les répercussions du conflit commercial avec les États-Unis

Croissance économique au Québec (PIB réel, variation en pourcentage)

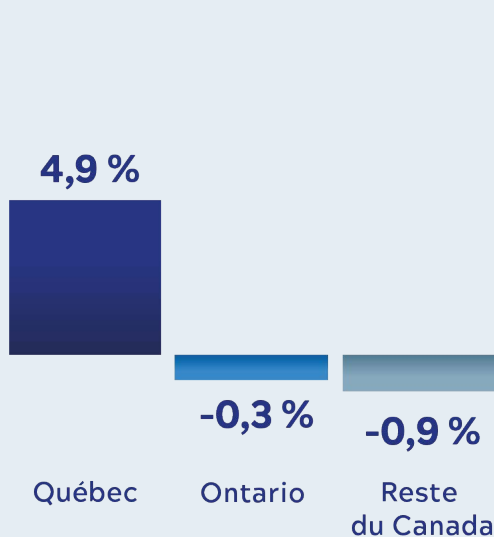


La croissance du PIB atteindra 0,9 % en 2025 et 1,1 % en 2026

Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada et ministère des Finances du Québec.

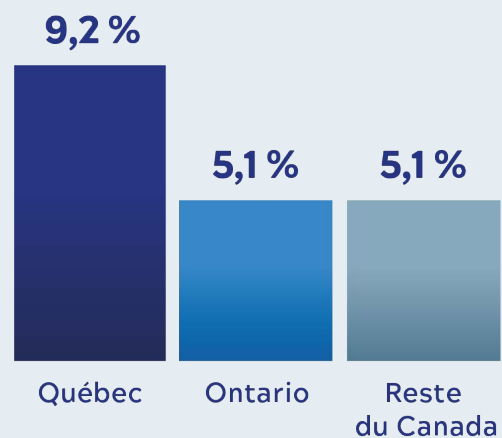
Dans l'ensemble du Canada, c'est au Québec qu'on a le mieux protégé le portefeuille des citoyens dans les dernières années

Variation du niveau de vie entre 2018 et 2024



Note : Mesuré par le PIB réel par habitant.

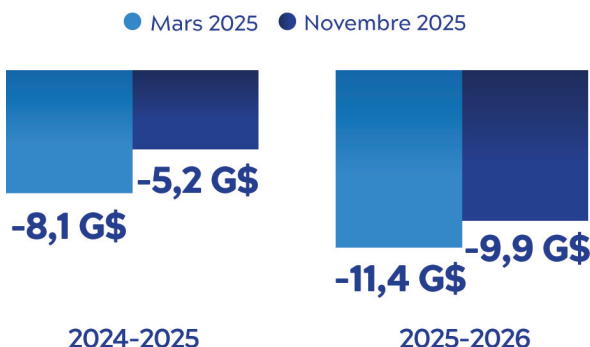
Variation du pouvoir d'achat des ménages entre 2018 et 2024



Note : Mesuré par le revenu disponible en termes réels par habitant.

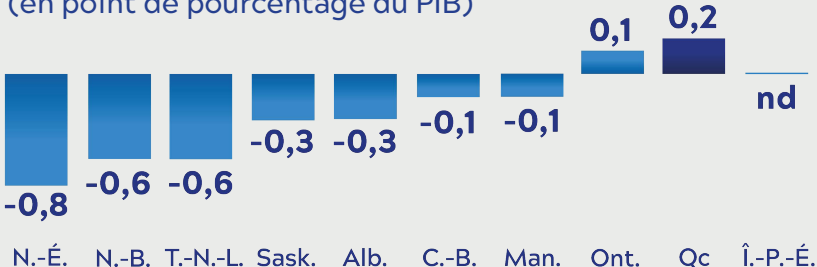
Des signaux encourageants pour les finances publiques du Québec

Déficits comptables moins élevés que les prévisions du budget



Le Québec est la province qui affiche la plus grande amélioration de son solde budgétaire

Révision du solde budgétaire 2025-2026 (en point de pourcentage du PIB)

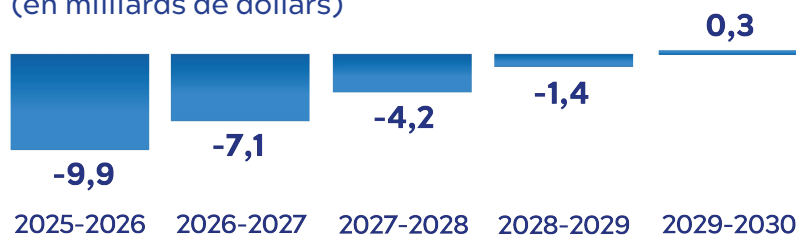


Notes : Pour le Québec, les montants correspondent au déficit comptable.
Les informations sont basées sur les données disponibles au 14 novembre 2025.

Sources : Données des budgets 2025-2026 ainsi que des mises à jour du premier ou du deuxième trimestre des provinces canadiennes.

Le plan de retour à l'équilibre budgétaire est en marche, et l'équilibre sera atteint comme prévu d'ici 2029-2030

Évolution du solde comptable (en milliards de dollars)



Source : Ministère des Finances du Québec.

L'objectif de réduction de la dette est maintenu

- Le poids de la dette nette s'établira à 39,7 % du PIB au 31 mars 2026, un niveau inférieur à celui d'avant la pandémie
- L'objectif est de réduire ce poids à 35,5 % d'ici 2032-2033 et à 32,5 % d'ici 2037-2038





Quebec.ca/lepoint